

G20



Bureau
international
du Travail

Perspectives du marché du travail à court terme et principaux défis à relever dans les pays du G20

Statistiques actualisées pour la Réunion des ministres du Travail et de l'Emploi organisée
dans le cadre du G20

Moscou, 18 et 19 juillet 2013

Etabli par le BIT et l'OCDE



Vue d'ensemble

De graves problèmes en matière d'emploi se posent toujours dans les pays du G20...

Les dernières prévisions du FMI et de l'OCDE font état d'une faible augmentation de l'activité économique en 2013 et 2014, qui continuera de freiner la croissance de l'emploi à court terme et entravera la progression de l'objectif à moyen terme consistant à rétablir le rapport emploi/population en âge de travailler au niveau observé avant la crise.

La persistance d'un fort chômage de nature principalement cyclique dans plusieurs pays du G20 augmente les risques d'exclusion du marché du travail et de chômage structurel. Dans plus de la moitié des pays, la part du chômage de longue durée dans le chômage total reste supérieure à son niveau d'avant la crise. De plus, le ralentissement général de la croissance économique dans les pays émergents ces douze derniers mois pèse sur la croissance de l'emploi formel gratifiant et productif et sur le rythme auquel la pauvreté des travailleurs et le sous-emploi diminuent.

La situation exige des politiques énergiques et bien conçues en matière d'emploi, de travail et de protection sociale, conjuguées à un éventail de politiques macroéconomiques qui facilitent leur mise en œuvre, en vue de faire face à la situation sous-jacente de l'offre et de la demande propre à chacune des économies concernées.

Seuls quelques pays émergents et avancés qui appliquent une combinaison de politiques différente sont parvenus à maintenir ou augmenter leurs niveaux d'emploi et ont connu un recul du chômage et du sous-emploi. Dans la majorité des pays du G20, la situation du marché du travail soit ne s'est que légèrement améliorée, soit ne s'est pas améliorée ou s'est dégradée, parfois de façon marquée. Cela influe fortement sur l'ampleur de la reprise.

... en particulier pour les jeunes...

Le taux de chômage des jeunes reste élevé dans beaucoup de pays du G20 et représente plus du

double de celui des adultes dans tous ces pays, à l'exception de l'Allemagne et du Japon. De plus, une fraction importante des jeunes des pays du G20 ne travaillent pas ni ne suivent d'études ou de formation.

... et couplés à l'évolution durable de la répartition sectorielle de l'emploi...

La faible croissance de l'emploi global masque une très forte mobilité du marché du travail, qui donne lieu à d'importantes modifications de la composition sectorielle de l'emploi. Beaucoup d'emplois dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction ont été perdus dans les pays avancés, alors que la construction est le principal secteur créateur d'emplois dans certains pays émergents. Les nouveaux emplois créés et les compétences qu'ils requièrent ne compensent pas toujours ceux qui ont été perdus.

... et aux changements démographiques rapides...

L'évolution démographique des prochaines décennies aura une incidence majeure sur tous les pays et se traduira par une réduction notable du taux de croissance de la population active, sauf dans certains d'entre eux.

... alimentent des tendances divergentes en ce qui concerne la qualité de l'emploi

Dans les pays émergents, plusieurs indicateurs – qu'il s'agisse de l'augmentation des salaires réels, de la diminution du taux de pauvreté ou de l'extension de la protection sociale – indiquent une tendance à la hausse de la qualité de l'emploi, mais en partant, il est vrai, d'un niveau fort bas. Toutefois, les taux élevés d'emploi informel constituent toujours un sujet de préoccupation majeur. Dans les pays avancés, certains des indicateurs de la qualité de l'emploi ont évolué en sens inverse. L'objectif du G20 consistant à favoriser la création d'emplois de qualité reste donc plus que jamais d'actualité.

Introduction

La présente note rend compte de l'évolution récente des marchés du travail des pays du G20 et des principaux enjeux, selon les dernières données disponibles. Elle a pour objet d'informer au mieux les participants à la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi des pays du G20 ainsi qu'à la réunion conjointe des ministres des Finances et du Travail convoquées à Moscou, les 18 et 19 juillet 2013, sous la présidence russe du G20.

1. Evolution récente du marché du travail

Dans de nombreux pays, la croissance économique a été insuffisante pour avoir une influence marquée sur les taux élevés de chômage et de sous-emploi

Ces douze derniers mois, on a enregistré une croissance économique légèrement supérieure à celle de 2011 au Japon et aux Etats-Unis, alors que la zone euro est retombée en récession et que la croissance a ralenti dans bon nombre de pays émergents du G20.

En l'absence d'une croissance économique générale et soutenue, le chômage atteint toujours

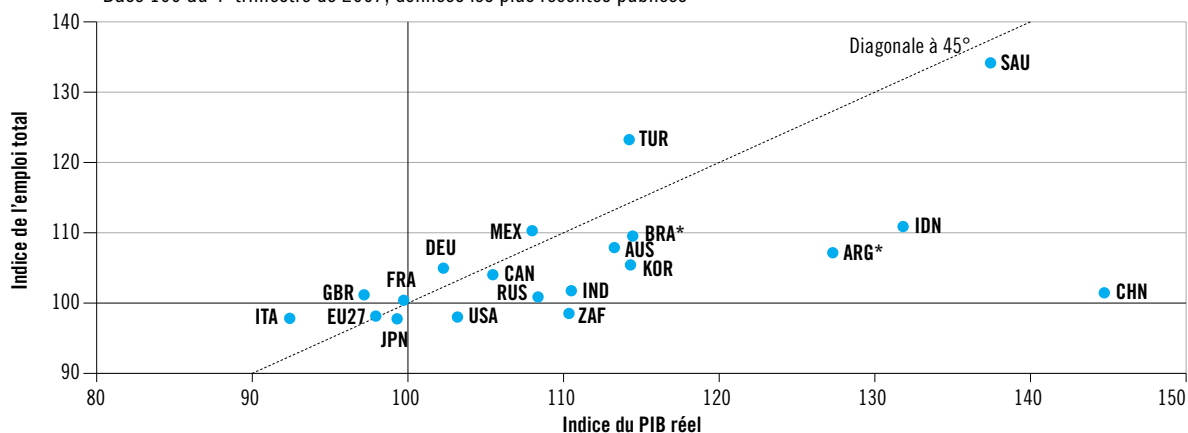
un niveau intolérablement élevé dans beaucoup de pays du G20 (tableau 1). Le taux de chômage est supérieur à 7 pour cent dans huit pays et dépasse 25 pour cent en Espagne et en Afrique du Sud. En revanche, ce taux est inférieur à 5 pour cent dans quatre pays seulement (la Chine, la République de Corée, l'Inde et le Japon). Du premier trimestre de 2012 au premier trimestre de 2013, le taux de chômage a encore augmenté dans un certain nombre de pays où il était déjà élevé, notamment dans l'Union européenne dans son ensemble et en Espagne, en France et en Italie en particulier. Par contre, on a pu observer une diminution d'au moins un demi-point de pourcentage de ce taux aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Fédération de Russie.

Plus généralement, le taux d'activité a diminué dans neuf pays et augmenté dans 11 pays. Le taux d'activité médian s'établit à 60 pour cent, variant d'un minimum de 49,4 pour cent en Italie à un maximum de 69,8 pour cent en Chine.

L'activité économique et l'emploi progressent à des rythmes différents

La croissance économique a abouti à des résultats différents à tous points de vue en matière d'emploi selon les pays (figure 1). Ainsi, l'Afrique du Sud, le Brésil et la Turquie, dont les taux de croissance

Figure 1. Croissance du PIB réel et emploi total
Base 100 au 4^e trimestre de 2007, données les plus récentes publiées



* Zones urbaines choisies pour l'Argentine et le Brésil.

Note: ARG = Argentine; AUS = Australie; BRA = Brésil; CAN = Canada; CHN = Chine; DEU = Allemagne; ESP = Espagne; EU27 = UE 27; FRA = France; GBR = Royaume-Uni; IDN = Indonésie; IND = Inde; ITA = Italie; JPN = Japon; KOR = République de Corée; MEX = Mexique; RUS = Fédération de Russie; SAU = Arabie saoudite; TUR = Turquie; USA = Etats-Unis; ZAF = Afrique du Sud.

Sources: Base de données des indicateurs à court terme du BIT, base de données de l'OCDE sur les principaux indicateurs économiques et enquêtes nationales sur la population active.

Tableau 1. Evolution récente du marché du travail

Variation annuelle

	Valeurs les plus récentes ¹	Taux de chômage		Taux d'activité		Emploi total		Chômage total		Population active	
		Valeur la plus récente	Variation en points de pourcentage	Valeur la plus récente	Variation en points de pourcentage	Valeur la plus récente	Variation en points de pourcentage	Valeur la plus récente	Variation en points de pourcentage	Valeur la plus récente	Variation en points de pourcentage
Afrique du Sud	1 ^{er} trimestre de 2013	25,2	0,0	54,9	0,3	13 744	2,2	4 589	2,4	18 333	2,3
Allemagne	Avril 2013/4 ^e trimestre de 2012	5,4	-0,1	60,0	-0,1	40 067	0,3	2 335	-2,6	42 402	0,1
Argentine*	4 ^e trimestre de 2012	6,9	0,1	60,5	0,1	10 937	1,1	806	3,0	11 743	1,2
Australie	Avril 2013	5,5	0,6	65,3	0,2	11 663	1,4	685	14,0	12 349	2,1
Brésil*	Avril 2013	5,8	-0,3	61,7	-0,4	22 882	0,9	1 404	-3,6	24 286	0,6
Canada	Mai 2013	7,1	-0,2	66,7	-0,1	17 749	1,4	1 348	-2,4	19 097	1,2
République de Corée	Avril 2013	3,1	-0,3	61,3	-0,2	24 973	1,4	792	-7,8	25 765	1,1
Espagne	Avril 2013/1 ^{er} trimestre de 2013	26,8	2,4	59,0	-0,3	16 762	-4,5	6 010	9,9	22 773	-1,1
Etats-Unis	Mai 2013	7,6	-0,6	63,4	-0,4	143 898	1,1	11 760	-7,4	155 658	0,4
France	Avril 2013/4 ^e trimestre de 2012	11,0	0,9	56,9	0,4	25 855	0,3	2 945	10,0	28 800	1,2
Indonésie	1 ^{er} trimestre de 2013	5,9	-0,4	69,2	-0,5	114 021	1,1	7 171	-5,8	121 192	0,6
Italie	Avril 2013/4 ^e trimestre de 2012	12,0	1,4	49,4	0,7	22 822	-0,6	2 876	24,4	25 698	1,7
Japon	Avril 2013	4,1	-0,4	59,3	0,2	63 010	0,6	2 710	-7,8	65 680	0,2
Mexique	Avril 2013/1 ^{er} trimestre de 2013	5,2	0,2	59,9	-0,3	47 942	1,4	2 533	1,7	50 475	1,4
Royaume-Uni	Février 2013/4 ^e trimestre de 2012	7,7	-0,5	62,9	0,4	29 665	2,1	2 466	-6,0	32 131	1,4
Fédération de Russie	Mars 2013/décembre 2012	5,7	-0,8	68,4	0,2	70 967	1,7	4 252	-12,8	75 219	0,7
Turquie	Février 2013/4 ^e trimestre de 2012	8,3	0,1	50,4	1,1	25 422	4,2	2 316	6,9	27 737	4,4
Union européenne	Avril 2013/4 ^e trimestre de 2012	11,0	0,7	57,8	0,2	215 953	-0,5	25 792	8,5	241 746	0,4
Arabie saoudite	1 ^{er} trimestre de 2013	5,8	0,1	54,1	1,0	10 390	4,6	608	-0,2	10 998	4,3
Chine ²	2011	4,1	0,0	69,8	-0,3	764 200	0,4	21 590	-5,4	785 790	0,2
Inde ³	Décembre 2011/octobre 2012	4,6	0,5	55,6	0,4	-	-	-	-	-	-

* Zones urbaines choisies.

¹ En ce qui concerne l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Turquie, le taux de chômage se rapporte aux données de chômage harmonisées (estimation EUROSTAT fondée sur l'enquête sur les forces de travail et les chiffres du chômage déclarés) établies à partir des indicateurs à court terme publiés mensuellement par EUROSTAT, alors que les autres indicateurs sont tirés de l'enquête de l'Union européenne sur les forces de travail (EFT), dont les résultats sont publiés sur une base trimestrielle seulement. S'agissant du Mexique, le taux de chômage («Tasa de desocupación, serie unificada») est fondé sur les résultats mensuels de l'ENOE (Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo), alors que les autres indicateurs sont basés sur les résultats trimestriels de l'ENOE. Pour ce qui est de la Fédération de Russie, le taux d'activité se réfère au 4^e trimestre de 2012.

² Les données du chômage font référence au chômage recensé dans les zones urbaines uniquement. Le taux d'activité est une valeur estimée fondée sur l'Annuaire statistique 2012 (population active et population âgée de 15 ans et plus).

³ Nombre estimé de personnes ou de jours-personnes (en millions) fondé sur la situation de l'activité hebdomadaire actuelle. Le taux d'activité et le taux de chômage se rapportent à la variation moyenne annuelle entre 2009-10 et 2011-12.

Note: Tous les indicateurs se rapportent aux personnes de 15 à 16 ans et plus, sauf dans le cas de la Fédération de Russie (personnes de 15 à 72 ans) et de l'Afrique du Sud (personnes de 15 à 64 ans).

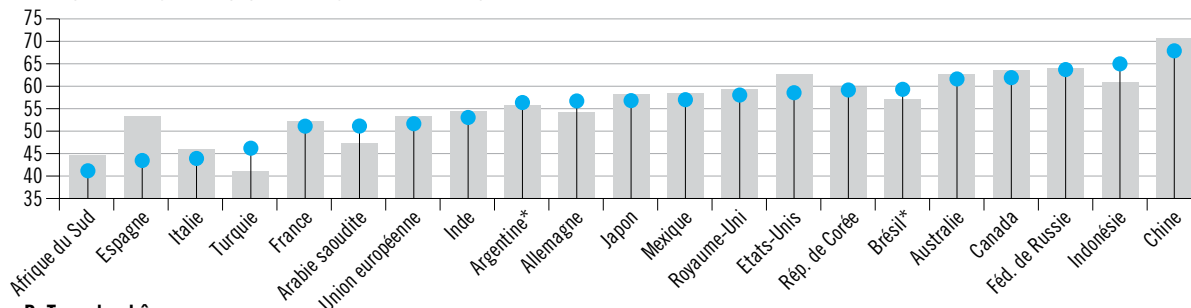
Sources: Base de données des indicateurs à court terme du BIT, base de données de l'OCDE sur les statistiques du marché du travail à court terme et enquêtes nationales sur la population active. Date limite: 11 juin 2013.

Figure 2. Evolution du marché du travail sur les cinq dernières années

Personnes de 15 ans et plus¹, valeurs pour le 4^e trimestre de 2007² et les plus récentes³, données corrigées des variations saisonnières⁴

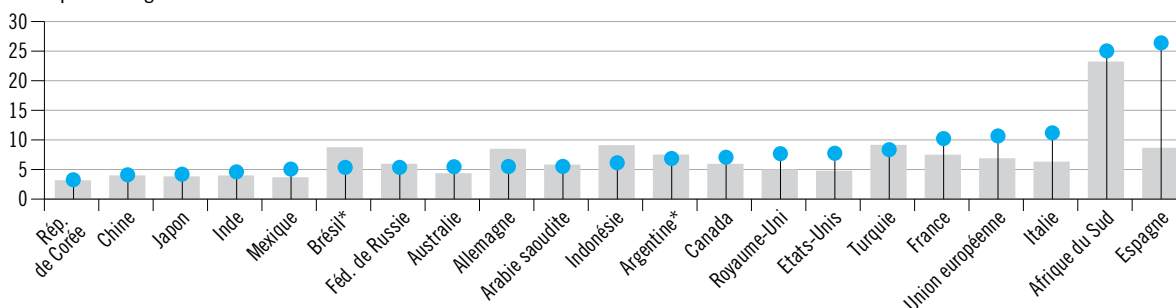
A. Taux d'emploi

En pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus

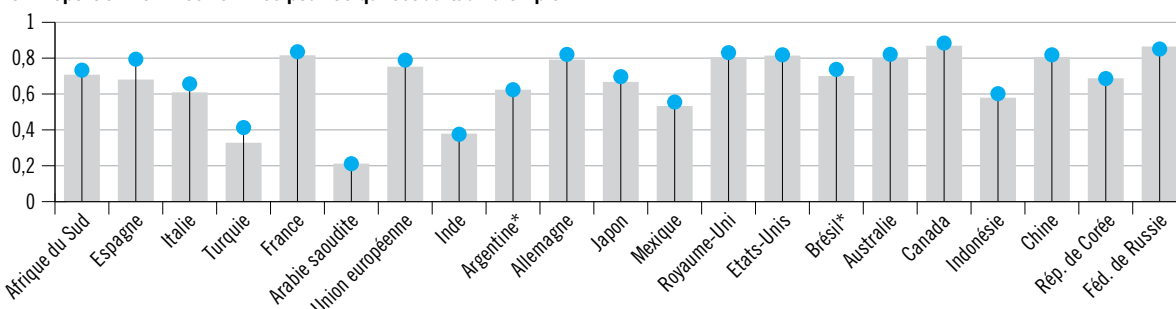


B. Taux de chômage

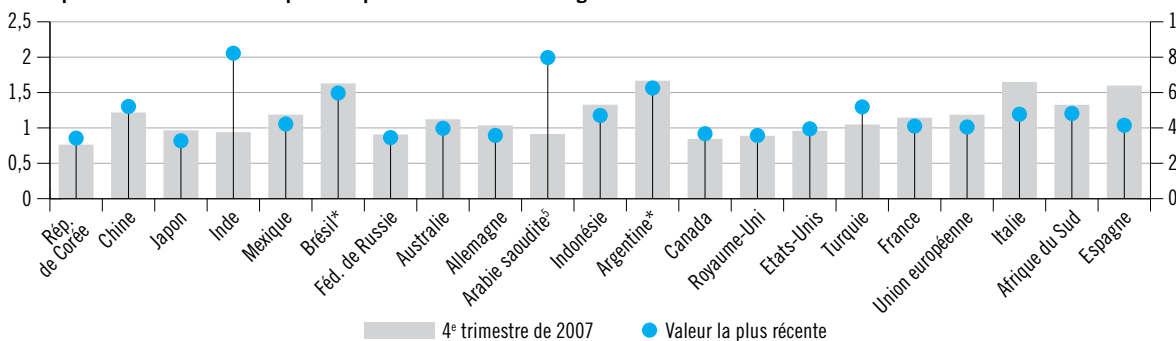
En pourcentage de la main-d'œuvre totale



C. Proportion hommes-femmes pour ce qui est du taux d'emploi



D. Proportion hommes-femmes pour ce qui est du taux de chômage



Les pays sont classés par ordre ascendant du taux d'emploi dans les graphiques A et C et du taux de chômage dans les graphiques B et D.

* Zones urbaines choisies.

¹ 15 à 64 ans pour l'Afrique du Sud, 15 à 72 ans pour la Fédération de Russie, et 16 ans et plus pour la Chine (figures C et D), l'Espagne et les Etats-Unis.

² 2007 (2005 pour la ventilation par sexe) pour la Chine, 2007-08 pour l'Inde, 3^e trimestre de 2007 pour l'Indonésie et 1^{er} trimestre de 2008 pour l'Afrique du Sud.

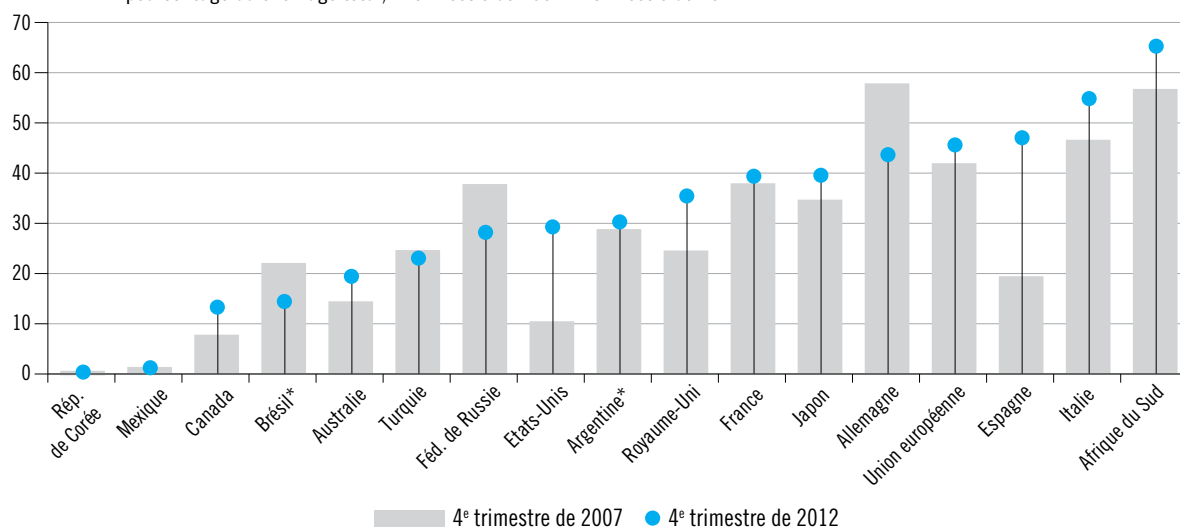
³ 2011 (2010 pour la ventilation par sexe) pour la Chine; 2007-08 pour l'Inde; 4^e trimestre de 2012 pour l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la France, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Union européenne; 1^{er} trimestre de 2013 (3^e trimestre de 2012 pour la ventilation par sexe) pour l'Indonésie; 1^{er} trimestre de 2013 pour l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, la République de Corée, l'Espagne, les Etats-Unis et le Japon.

⁴ Données non corrigées des variations saisonnières pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil (données selon le sexe), l'Indonésie et la Fédération de Russie.

⁵ Echelle de droite.

Sources: Base de données des indicateurs à court terme du BIT, base de données de l'OCDE sur les statistiques du marché du travail à court terme et enquêtes nationales sur la population active.

Figure 3. Evolution de l'incidence du chômage de longue durée¹ dans les pays du G20
En pourcentage du chômage total, 4^e trimestre de 2007-4^e trimestre de 2012²



Les pays sont classés par ordre ascendant de l'incidence du chômage de longue durée au 4^e trimestre de 2012.

* Zones urbaines choisies.

¹ Personnes au chômage depuis un an ou plus.

² 2007-2012 pour la République de Corée (données annuelles); 3^e trimestre de 2007-3^e trimestre de 2012 pour la Fédération de Russie; et 1^{er} trimestre de 2008-1^{er} trimestre de 2013 pour l'Afrique du Sud.

Sources: Estimations de l'OCDE tirées des diverses enquêtes nationales et statistiques et base de données des indicateurs à court terme du BIT.

du PIB ont connu une évolution assez similaire depuis le dernier trimestre de 2007, ont enregistré des résultats très différents sur le plan de l'emploi. Par ailleurs, l'Allemagne, l'Argentine, le Canada et la République de Corée ont obtenu des résultats analogues en matière d'emploi avec des niveaux de croissance économique pourtant très différents. En Chine comme en Inde, le taux de création d'emplois est resté à un niveau peu élevé, malgré la grande disparité de leurs taux de croissance. Ces résultats contrastés découlent des différences des politiques appliquées et des caractéristiques structurelles.

La dynamisation de l'emploi et la lutte contre le chômage élevé restent des priorités

Dans un certain nombre de pays, les effets de la crise sur le marché du travail se font encore sentir. Dans treize pays du G20, le rapport emploi/population en âge de travailler est toujours inférieur aux niveaux observés avant la crise – de plus de 4 points de pourcentage aux Etats-Unis et de 10 points de pourcentage en Espagne (figure 2A). Par ailleurs, du fait d'une croissance de l'emploi faible ou négative, le taux de chômage reste supérieur à ses niveaux d'avant la crise dans treize pays (figure 2B). Au début de 2013, ce taux avait augmenté de presque

18 points de pourcentage en Espagne, alors qu'il avait baissé de 3 points de pourcentage ou plus en Allemagne, au Brésil et en Indonésie.

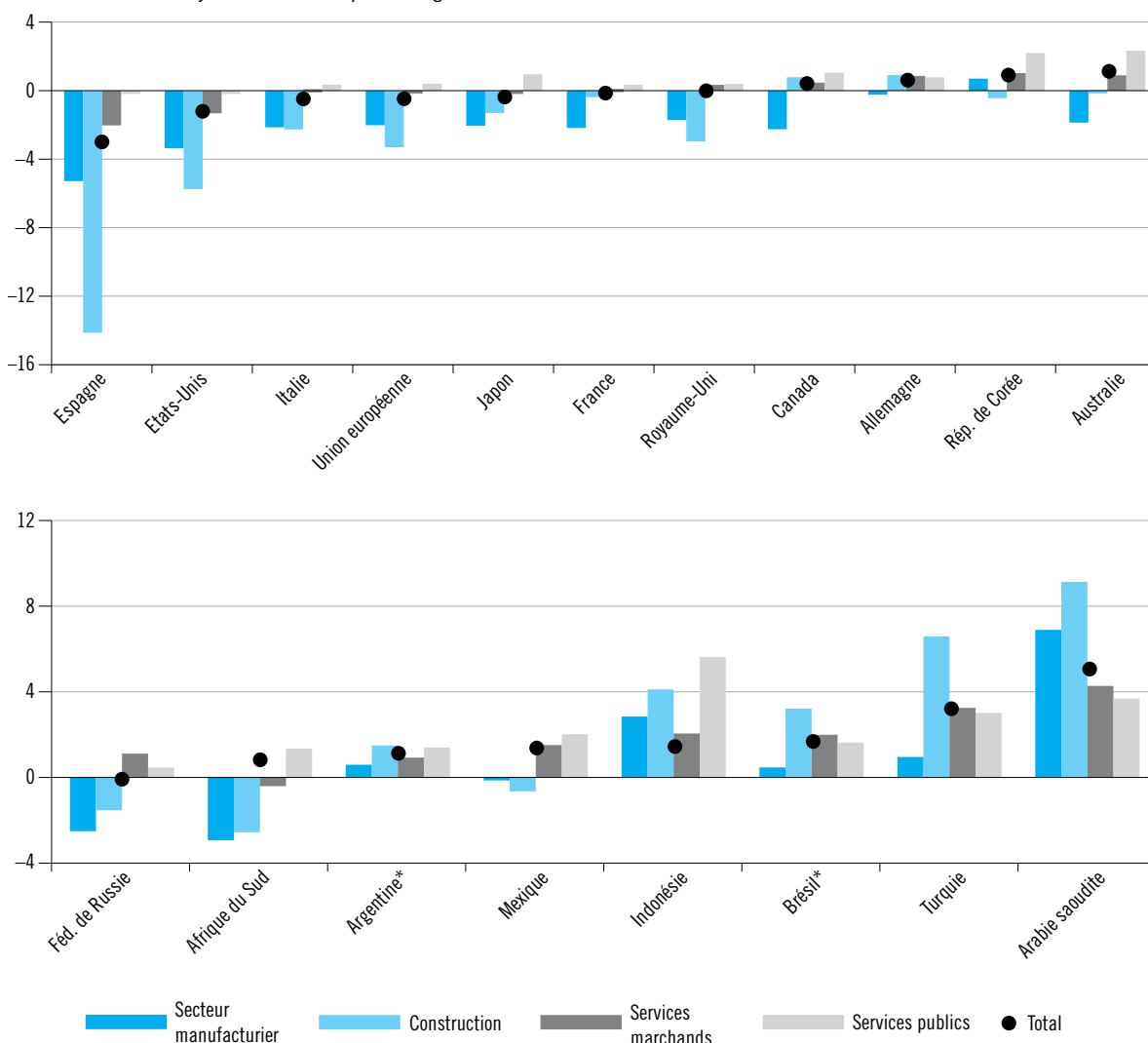
Le taux d'emploi des femmes rapporté à celui des hommes a peu varié depuis le début de la crise, ce qui est révélateur du caractère relativement non sexiste de l'incidence de la crise sur les pertes d'emplois (figure 2C). Ce rapport a cependant augmenté en Espagne et en Turquie.

Dans la moitié des pays du G20, le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes, particulièrement en Arabie saoudite, en Argentine, au Brésil et en Inde. Cet écart s'est réduit depuis le début de la crise dans plus de la moitié des pays du G20, notamment en Espagne et en Italie, mais s'est cependant accru très nettement en Arabie saoudite et en Inde.

Hausse du chômage de longue durée

Du fait de la persistance d'un taux de chômage élevé dans certains pays, l'incidence du chômage de longue durée a augmenté (figure 3). Depuis le début de la crise, cette augmentation a été particulièrement marquée en Afrique du Sud, en Espagne, aux Etats-Unis, en Italie et au Royaume-Uni. Un recul

Figure 4. Variation de l'emploi par secteur, 2008-2012^{1,2}
Variation moyenne annuelle en pourcentage



Les pays sont classés par ordre ascendant de la variation moyenne annuelle de l'emploi total.

* Zones urbaines seulement.

¹ 2008-2011 pour l'Argentine, le Canada, les Etats-Unis et la Fédération de Russie.

² Les services marchands correspondent aux activités CITI (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique) suivantes: commerce de gros et de détail; hôtels et restaurants; transports, entreposage et communications; intermédiation financière; immobilier et services aux entreprises. Les services publics correspondent aux activités CITI suivantes: administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire; services de santé et services sociaux; autres activités de services collectifs, sociaux et personnels; ménages privés employant du personnel domestique.

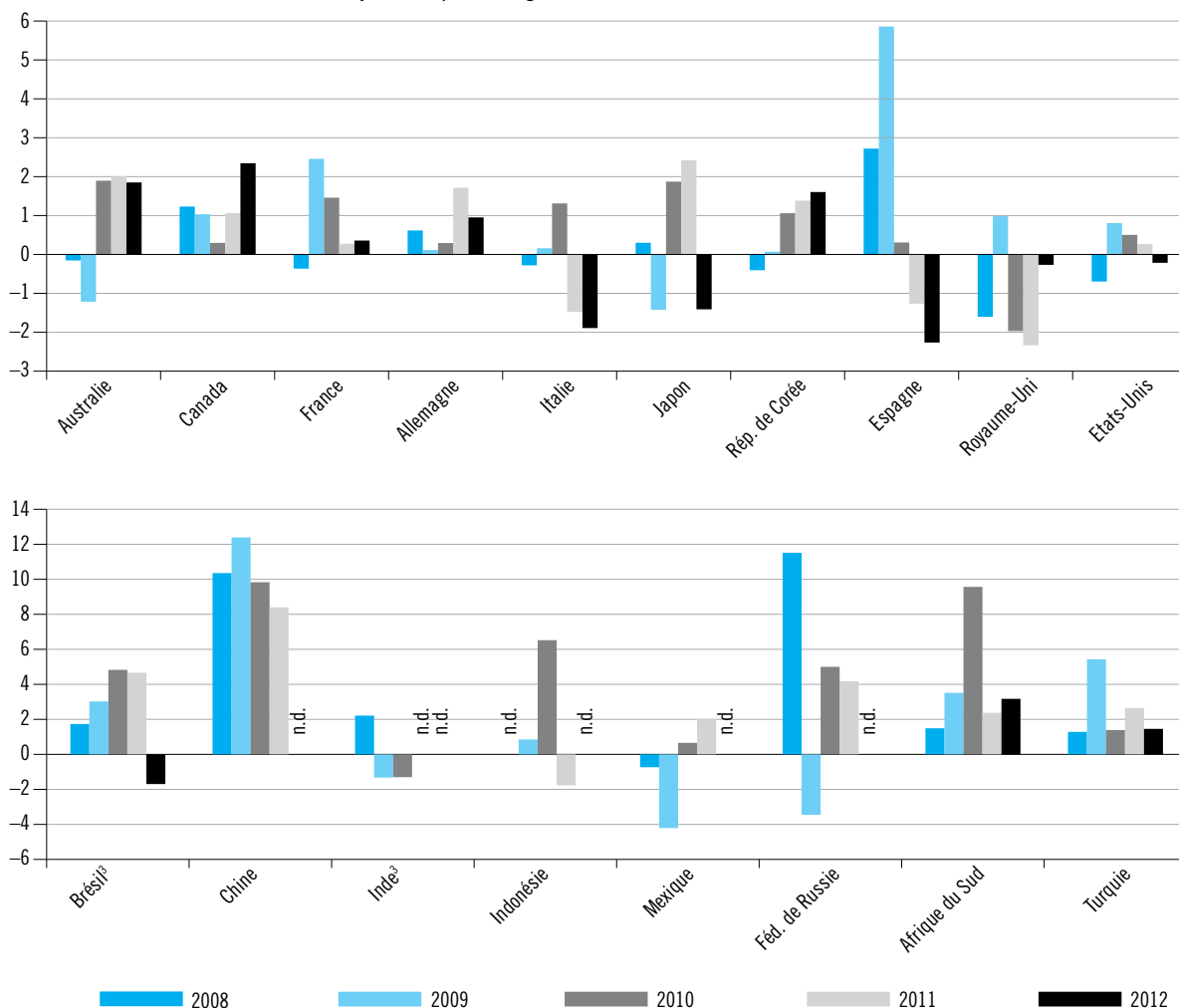
Sources: Base de données du BIT sur les indicateurs à court terme du marché du travail et comptes nationaux annuels.

notable a cependant été enregistré au Brésil et, à partir d'un niveau de référence élevé, en Allemagne et en Fédération de Russie. La valeur médiane de la proportion de chômeurs de longue durée par rapport au nombre total de chômeurs a augmenté, passant de 24,6 pour cent à la fin de l'année 2007 à 30,2 pour cent au dernier trimestre de 2012.

Les pays avancés ont supprimé des emplois dans le secteur manufacturier et le secteur de la construction, alors que les pays émergents ont créé des emplois principalement dans le secteur de la construction

Aussi bien les pays avancés que les pays émergents ont connu des modifications majeures de

Figure 5. Evolution du salaire moyen dans les pays du G20
Variation du salaire annuel moyen^{1,2} (en pourcentage)



n.d.: non disponible.

¹ Gains moyens par travailleur à plein temps ou équivalent année complète dans l'ensemble de l'économie en dollars des Etats-Unis 2012 en valeur PPA et en prix constants 2012 pour tous les pays, à l'exception de la Chine et de l'Indonésie (voir note 2 ci-dessous).

² Le salaire fait référence au salaire annuel moyen des personnes exerçant un emploi dans des établissements urbains (en dollars des Etats-Unis 2012 en valeur PPA et en prix constants 2012) pour la Chine et au salaire mensuel moyen des travailleurs de la production n'exerçant aucune fonction d'encadrement (en dollars des Etats-Unis 2012 en valeur PPA et en prix constants 2012) pour l'Indonésie.

³ Secteur manufacturier uniquement.

Sources: Base de données de l'OCDE sur les revenus, base de données du BIT sur les salaires dans le monde et enquêtes nationales sur les rémunérations.

la ventilation sectorielle des emplois pendant la période 2008-2012 (figure 4). Parmi les onze pays avancés, neuf ont enregistré un recul des emplois dans le secteur manufacturier et huit dans le secteur de la construction, tandis qu'une progression des emplois dans la fonction publique a été observée dans neuf d'entre eux, laquelle constitue souvent la seule source de croissance de l'emploi. Parmi les huit pays émergents disposant de données, cinq ont enregistré une forte progression des emplois dans le secteur de la construction et deux seulement dans

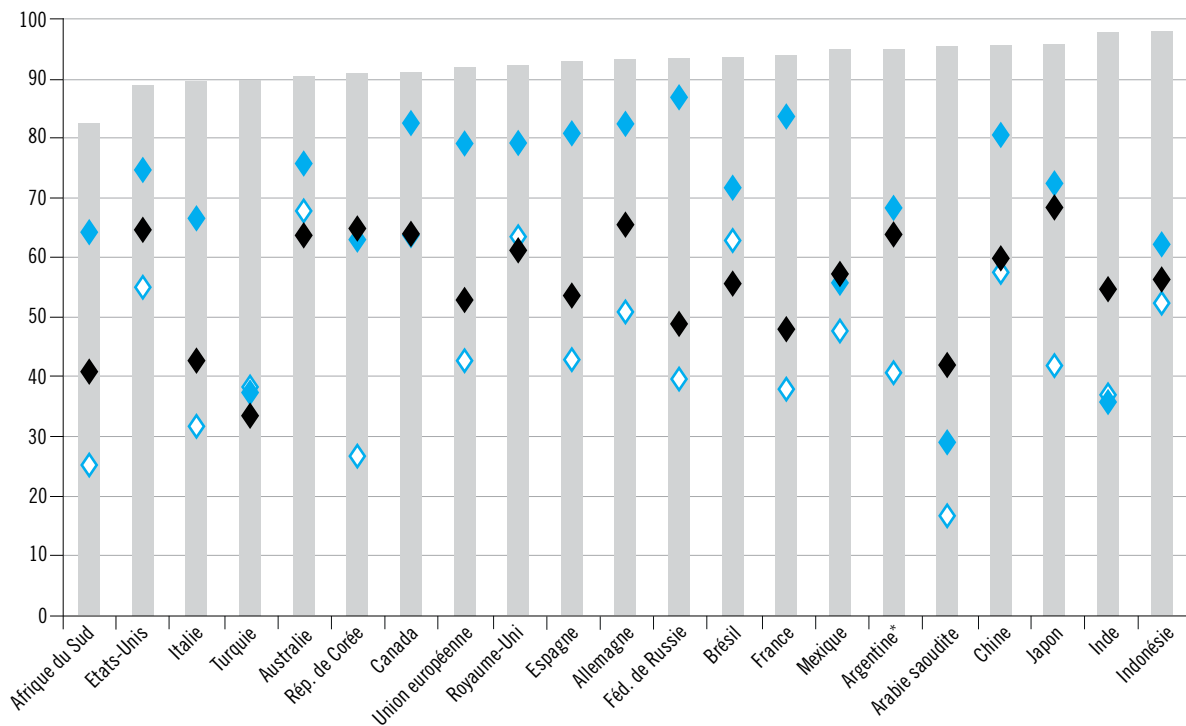
le secteur manufacturier. Seuls quelques pays sont parvenus à une croissance équilibrée de l'emploi entre le secteur des biens échangeables et celui des biens non échangeables.

Si des tendances à plus long terme font en l'occurrence sentir leurs effets, la crise a cependant accéléré les évolutions structurelles en cours. Il faut donc que les politiques du marché du travail tiennent compte des conséquences à tirer en matière d'ajustement pour ce qui concerne la reconversion et la mobilité des travailleurs.

Figure 6. Taux d'activité par caractéristiques sociodémographiques dans les pays du G20

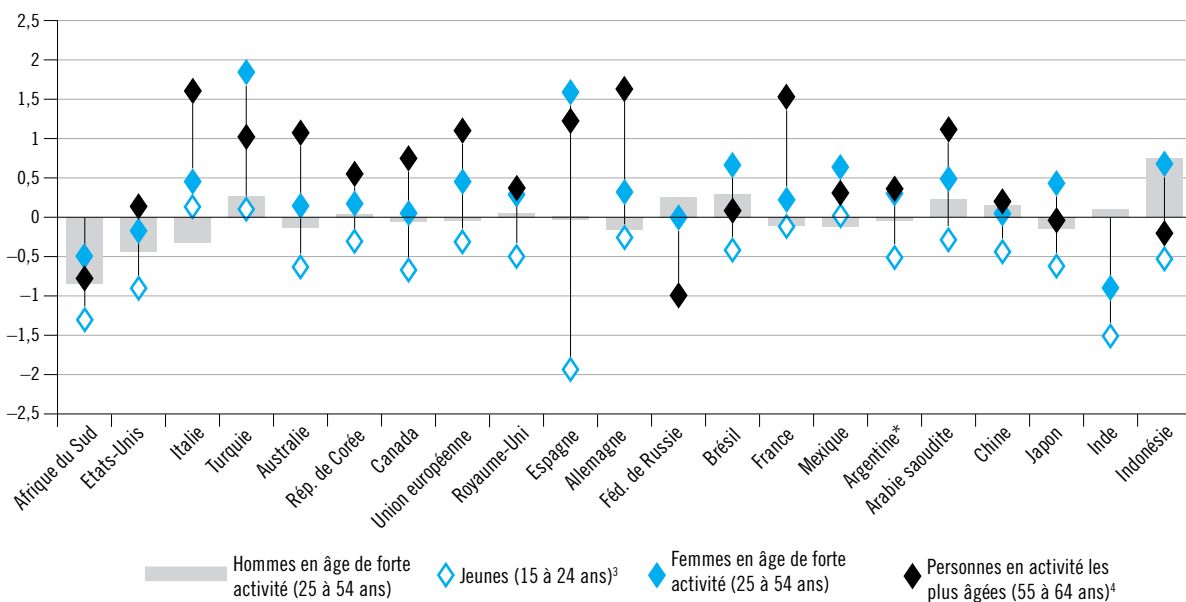
A. Taux d'activité en 2012¹

En pourcentage de la population du groupe concerné



B. Variation des taux d'activité, 2007-2012²

Variation annuelle moyenne en points de pourcentage



Les pays sont classés par ordre ascendant du taux d'activité des hommes en âge de forte activité en 2012 (figure A).

* Zones urbaines choisies.

¹ 2009 pour le Brésil, 2009-10 pour l'Inde, 2010 pour la Chine, 3^e trimestre de 2012 pour l'Indonésie et 1^{er} semestre de 2012 pour l'Arabie saoudite.

² 2005-2010 pour la Chine, 2007-08/2009-10 pour l'Inde, 2007-2009 pour le Brésil et 2008-2012 pour l'Afrique du Sud et l'Argentine.

³ Par jeunes, on entend les personnes de 16 à 24 ans pour ce qui concerne la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis; par personnes en activité les plus âgées, on entend les personnes de 55 ans et plus dans le cas de l'Indonésie.

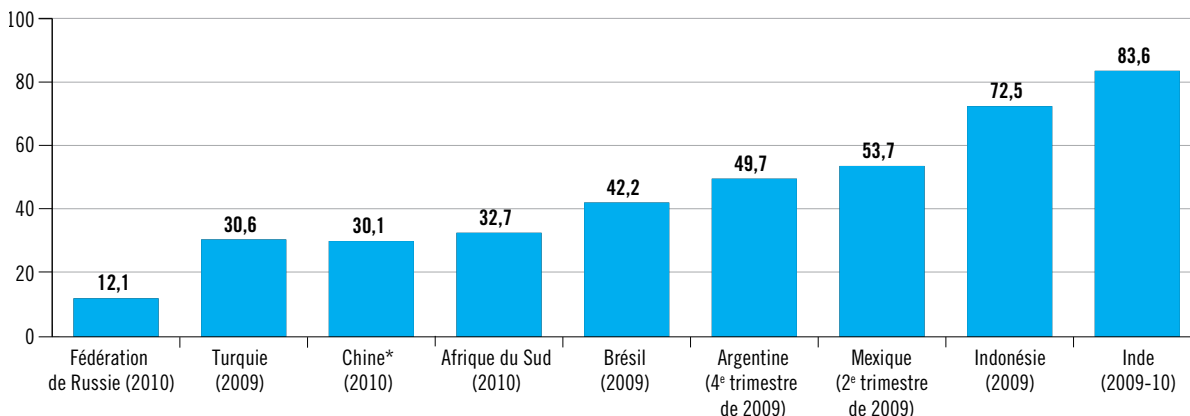
⁴ Se réfère aux personnes âgées de 55 ans et plus pour l'Indonésie.

Sources: Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active et enquêtes nationales sur la population active.

Figure 7. Travail informel et temporaire dans les pays du G20

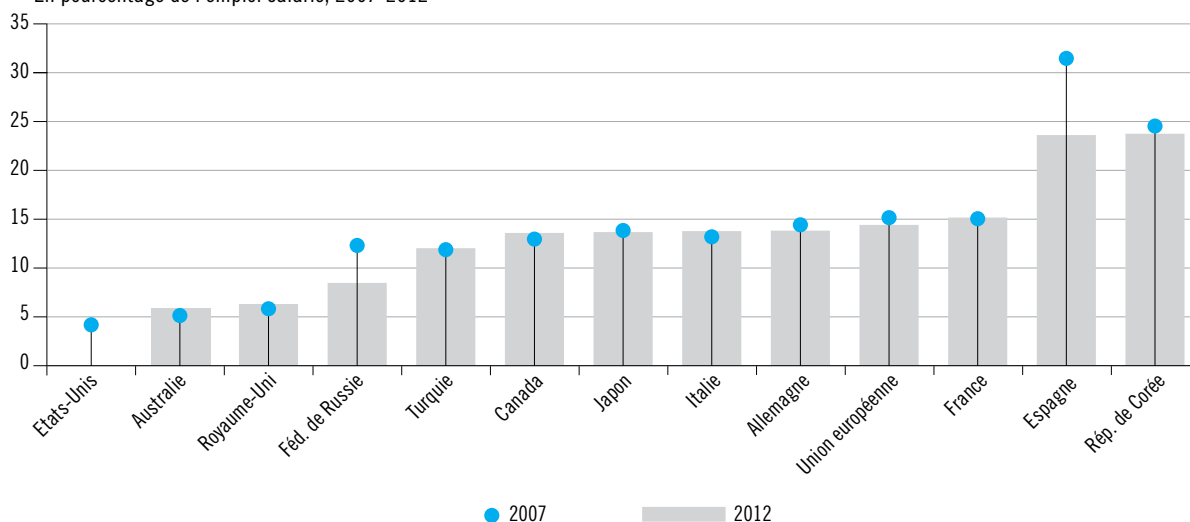
A. Personnes exerçant un emploi dans le secteur informel¹

En pourcentage de l'emploi non agricole



B. Incidence de l'emploi temporaire

En pourcentage de l'emploi salarié, 2007-2012²



Les pays sont classés par ordre ascendant de la proportion de femmes exerçant un emploi dans le secteur informel pour ce qui est de la figure A et de l'incidence de l'emploi temporaire pour ce qui est de la figure B.

* Six villes seulement.

¹ Les données pour la Fédération de Russie ne correspondent qu'aux personnes exerçant un emploi dans le secteur informel.

² 2005 pour les Etats-Unis et 2007-2011 pour la République de Corée.

Sources: Base de données BIT/WIEGO sur l'emploi informel, base de données du BIT sur les indicateurs à court terme du marché du travail et base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active.

Moindre croissance ou stagnation des salaires réels

Dans les pays avancés, une croissance négative des salaires réels a été enregistrée en 2012 aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni (figure 5). En Espagne, en France et en Italie, la croissance des salaires réels a considérablement ralenti ou est même devenue négative en 2011 et 2012. En Allemagne, la hausse a été inférieure

à 1 pour cent, en baisse par rapport aux années précédentes. En revanche, une croissance relativement forte a été enregistrée en Australie, au Canada et en République de Corée. Dans les pays émergents, les données les plus récentes indiquent un ralentissement du rythme de croissance des salaires réels, sauf en Afrique du Sud. Au Brésil et en Indonésie, la croissance des salaires réels a été négative.

2. Principaux problèmes structurels du marché du travail dans les pays du G20

Une meilleure utilisation des ressources en main-d'œuvre et des emplois de meilleure qualité sont deux enjeux structurels essentiels

Avant 2008, les pays du G20 étaient déjà aux prises avec plusieurs problèmes de fonctionnement du marché du travail, que la crise n'a parfois fait qu'exacerber. Il s'agit notamment des améliorations à apporter en ce qui concerne l'intégration des femmes, des jeunes et des travailleurs migrants sur le marché du travail et les perspectives qu'offre le marché du travail aux travailleurs peu qualifiés. Un objectif stratégique capital a aussi consisté à encourager et faciliter la poursuite de la vie active à un âge plus avancé, afin de faire face au vieillissement rapide de la population.

Les préoccupations au sujet de la qualité des emplois concernent notamment l'accroissement des inégalités salariales, la croissance faible ou négative des salaires réels de certains groupes de travailleurs, l'augmentation du travail temporaire, le nombre insuffisant d'heures de travail et la persistance de niveaux élevés d'emplois informels.

Malgré certains progrès, des mesures peuvent encore être prises en vue d'une meilleure utilisation des ressources en main-d'œuvre

Ces cinq dernières années, les effets de la crise et le redressement des taux d'activité se sont révélés très variables selon les différents groupes sociodémographiques (figures 6A et 6B). Le taux d'activité des jeunes a fortement baissé dans presque tous les pays. En revanche, le taux d'activité des travailleurs les plus âgés et des femmes a généralement progressé, ce qui reflète des tendances à plus long terme seulement freinées en partie par la crise.

Des améliorations de la qualité des emplois s'imposent

L'emploi informel représente toujours une proportion importante de l'emploi non agricole dans plusieurs pays, atteignant plus de 70 pour cent dans le cas de l'Indonésie et de l'Inde (figure 7A). Cette forte proportion a diminué dernièrement dans quelques pays seulement, dont l'Argentine et le Brésil.

Dans beaucoup de pays avancés du G20, une partie importante et souvent croissante de la main-d'œuvre travaille au bénéfice de contrats temporaires. Dans dix pays, l'incidence de l'emploi temporaire varie de 10 à 25 pour cent (figure 7B), avec une forte proportion de femmes et de jeunes.

Augmentation du salaire minimum dans plusieurs pays du G20

En 2011, la valeur médiane du rapport du salaire minimum au salaire moyen dans 17 pays du G20 s'est établie à 35 pour cent (figure 8). Neuf pays présentent un rapport compris entre 31 et 41 pour cent, quatre autres sont au-dessous de cet intervalle et quatre autres, au-dessus. Sept pays ont enregistré une hausse marquée du rapport du salaire minimum au salaire moyen, ce rapport restant inférieur à la valeur médiane pour quatre d'entre eux. Le rapport est resté stable dans six pays et a diminué dans quatre pays.

Inégalité forte ou en hausse des revenus et des rémunérations dans les pays du G20

Ces vingt dernières années, les inégalités de rémunération mesurées par le rapport du neuvième au premier décile (D9/D1) se sont considérablement accrues dans beaucoup de pays avancés (figure 9). En revanche, elles sont restées remarquablement stables au Japon et ont même diminué à long terme en France.

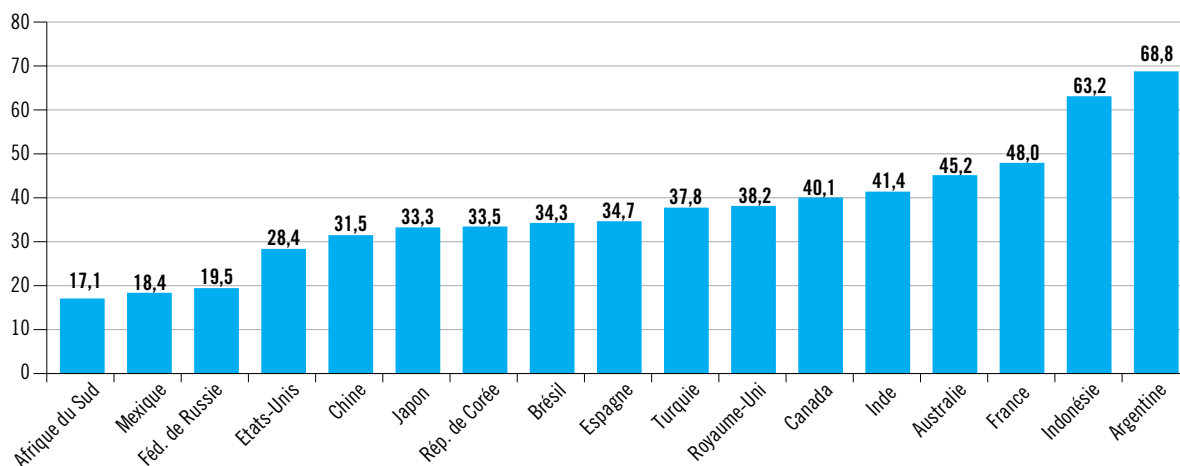
Dans les pays émergents, les inégalités de rémunération sont restées fortes, bien qu'une baisse notable ait été observée en Afrique du Sud et au Brésil.

Les fortes inégalités de rémunération et les différences d'intensité du travail entre les ménages donnent lieu à la fois à un haut niveau d'inégalité des revenus des ménages et à une forte incidence de la pauvreté (figure 10A). Mesurée par le coefficient de Gini, l'inégalité des revenus du travail (avant impôts et transferts) s'est nettement accrue dans de nombreux pays pendant la période 2007-2010 (figure 10B). En revanche, elle a nettement diminué en Argentine, au Brésil et au Mexique. Quant au taux de pauvreté relative (ménages recevant moins de 50 pour cent du revenu médian des ménages), il a augmenté légèrement dans les pays avancés, à l'exception du Royaume-Uni.

Figure 8. Salaires minimaux rapportés aux salaires moyens dans 17 pays du G20

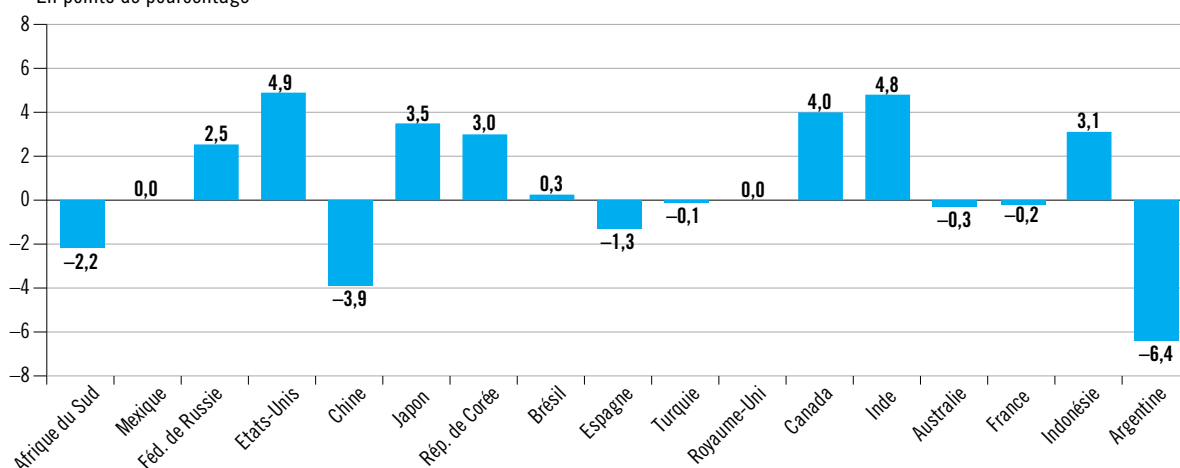
A. Salaire minimum rapporté au salaire moyen¹ en 2011²

En pourcentage



B. Variation du salaire minimum rapporté au salaire moyen¹ de 2007 à 2011²

En points de pourcentage



¹ Salaire moyen des travailleurs à plein temps pour l'Australie, le Canada, la République de Corée, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni et la Turquie; salaire moyen de tous les travailleurs pour la Fédération de Russie; salaire moyen des travailleurs des entreprises pour l'Afrique du Sud; salaire moyen de tous les travailleurs des zones urbaines pour l'Argentine et le Brésil; salaire moyen des travailleurs du secteur manufacturier pour l'Inde (entreprises de dix salariés ou plus) et l'Indonésie (entreprises de vingt salariés ou plus); et salaire moyen des personnes exerçant un emploi dans les entreprises d'Etat, les collectivités urbaines et autres unités de propriété dans des établissements urbains en Chine.

² (2007-2010 pour l'Argentine, la Chine, l'Inde et l'Indonésie dans le graphique A (B).

Sources: Base de données de l'OCDE sur les revenus et base de données du BIT sur les salaires dans le monde.

L'évolution démographique affectera les marchés du travail

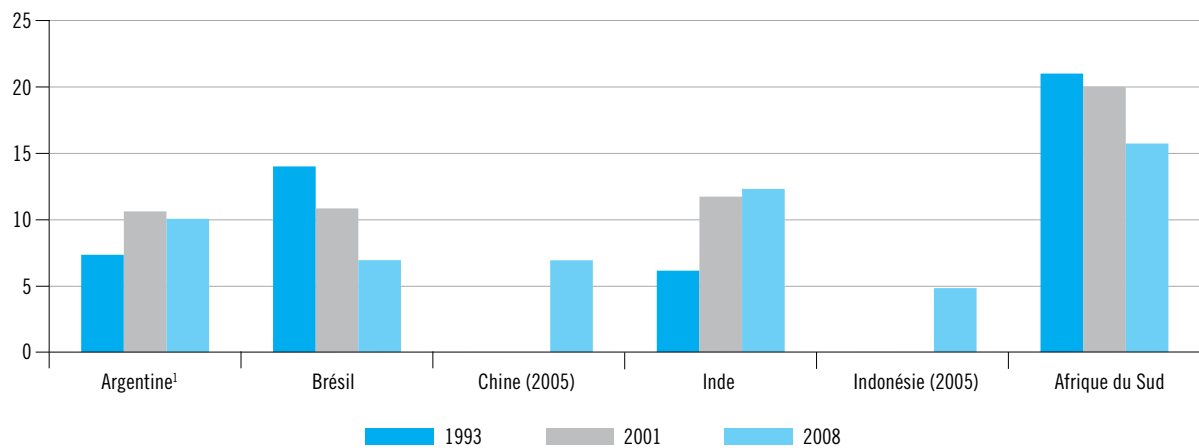
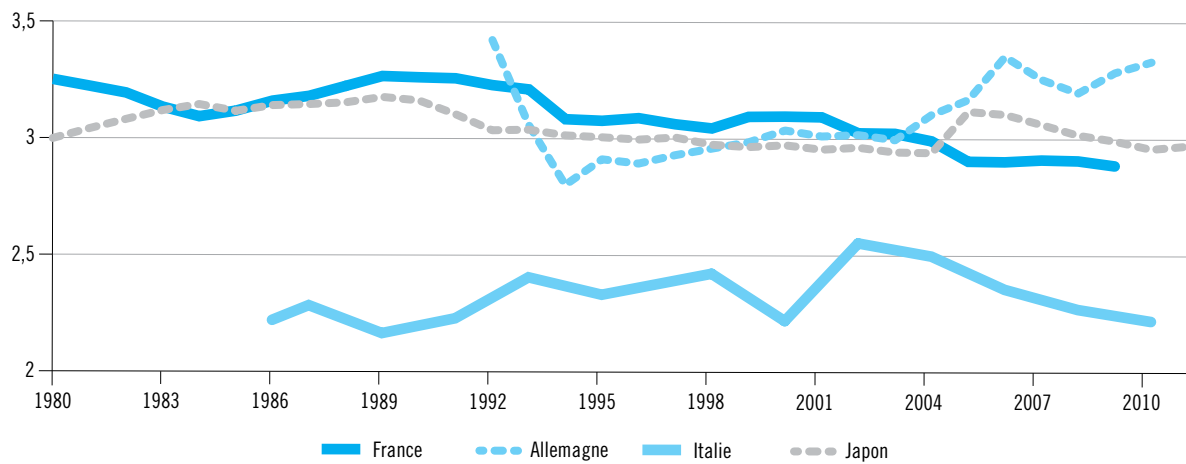
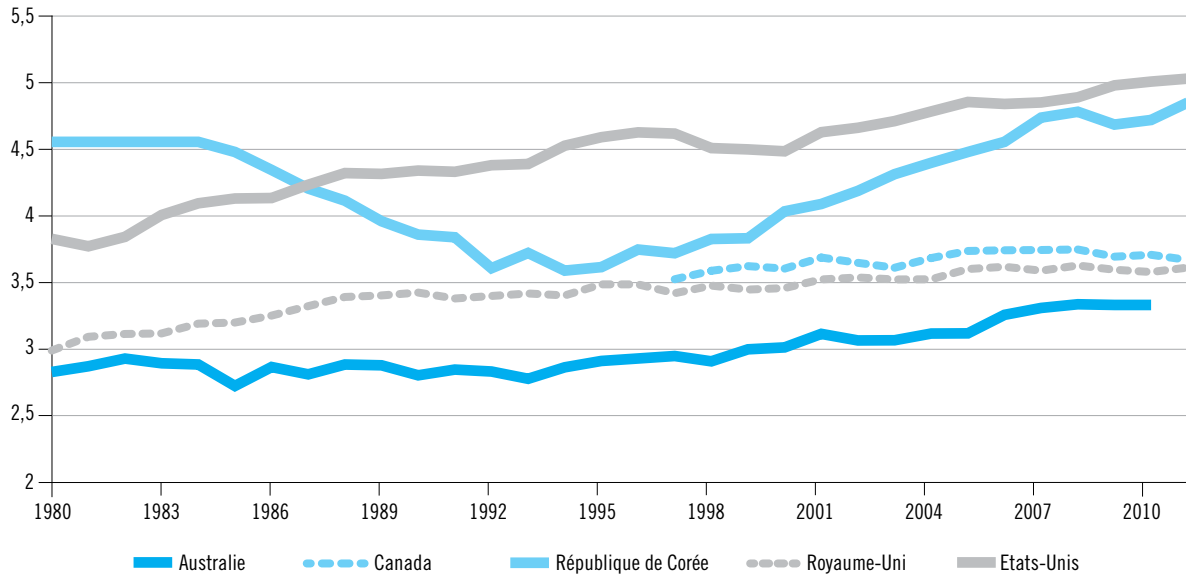
La démographie exercera sa pleine influence sur les marchés du travail par le jeu d'un recul marqué du taux de croissance de la population active dans tous les pays, à l'exception de l'Arabie saoudite, de l'Inde et du Mexique (figure 11). Trois pays connaîtront une diminution absolue de leur population d'ici à 2020, et la Chine et l'Europe verront leur taux progresser à un rythme inférieur à 0,5 pour cent.

3. Situation du marché du travail des jeunes

Légère amélioration

Le taux de chômage des jeunes reste à des niveaux élevés dans de nombreux pays du G20 et, dans tous ces pays à l'exception de l'Allemagne et du Japon, représente plus du double du taux de chômage des adultes (figure 12). L'écart absolu entre les taux de chômage des jeunes et des adultes est

Figure 9. Evolution des inégalités de rémunération, 1980-2011
Rapport D9/D1

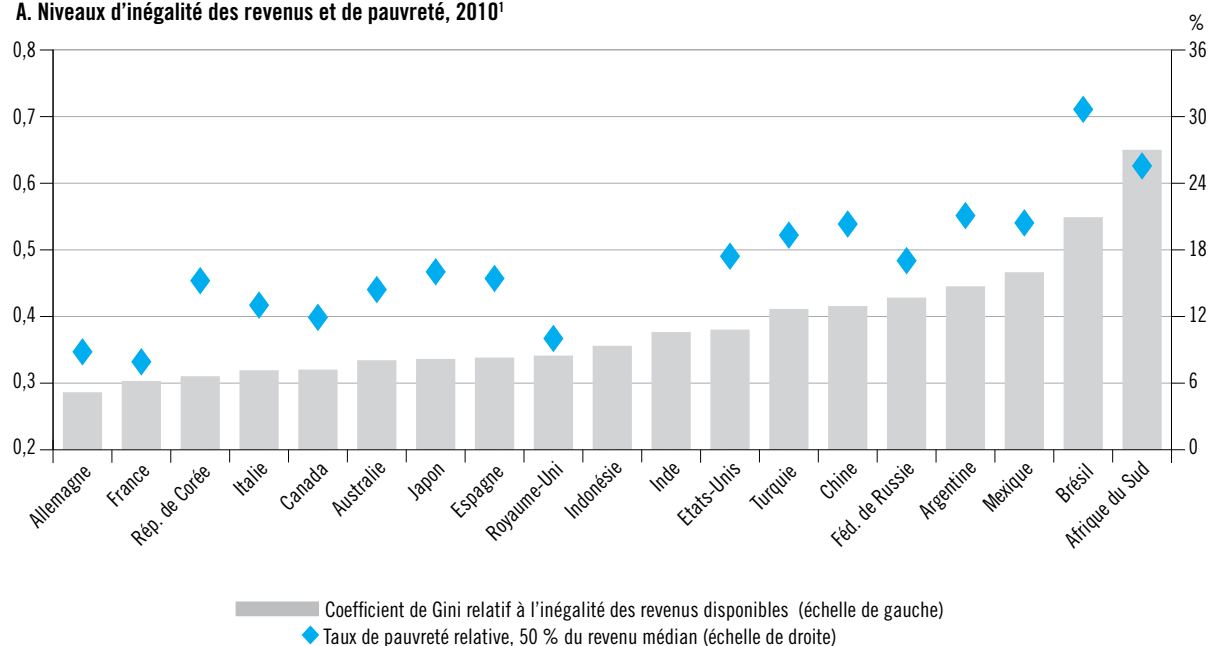


¹ 1996 au lieu de 1993.

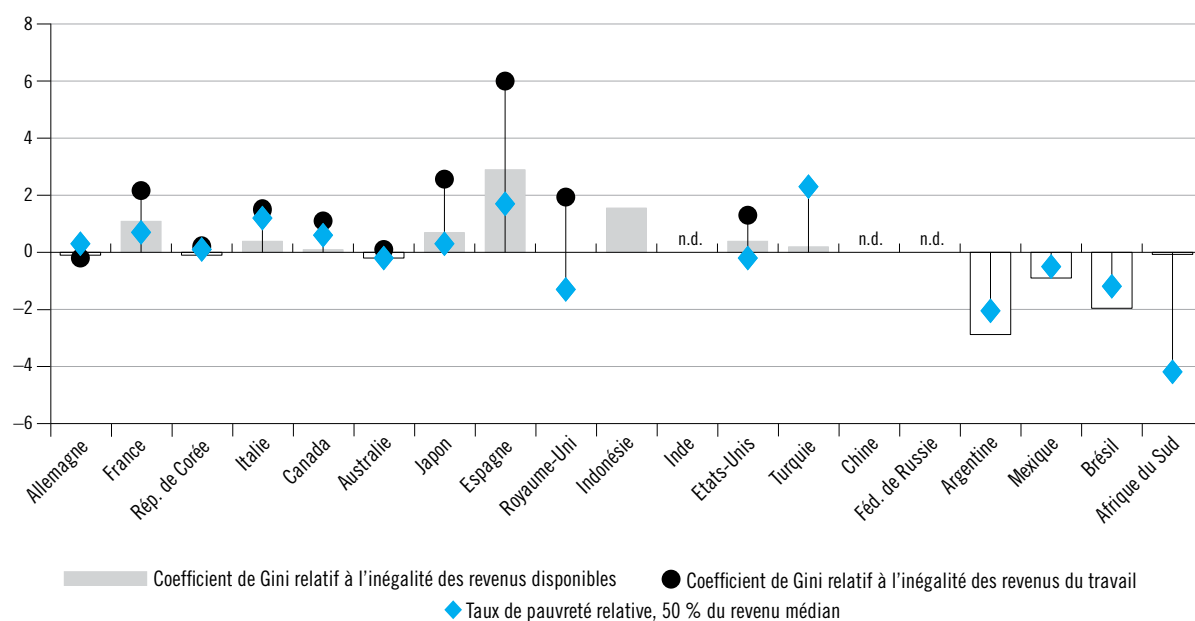
Sources: Base de données de l'OCDE sur les revenus, base de données du BIT sur les salaires dans le monde et base de données OCDE-UE sur les économies émergentes.

Figure 10. Inégalité des revenus dans les pays du G20
Coefficient de Gini, année la plus récente

A. Niveaux d'inégalité des revenus et de pauvreté, 2010¹



B. Variation en points de pourcentage de l'inégalité des revenus (revenus du travail et revenus disponibles) et de la pauvreté, 2007-2010²



Les pays sont classés par ordre ascendant du coefficient de Gini relatif à l'inégalité des revenus.

n.d.: non disponible.

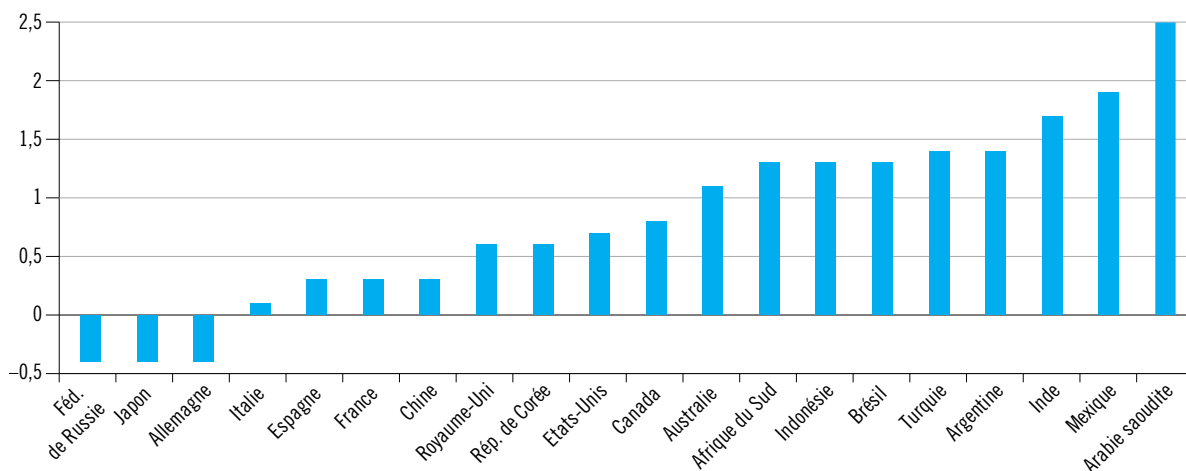
¹ 2005 pour la Chine et l'Inde; 2008 pour l'Afrique du Sud, le Brésil et la Fédération de Russie; 2009 pour le Japon et la Turquie; et 2011 pour la République de Corée. Aucune donnée disponible sur le taux de pauvreté en Inde et en Indonésie.

² 2005-2008 pour l'Afrique du Sud et le Brésil; 2005-2010 pour l'Indonésie; 2006-2009 pour le Japon; 2007-2009 pour la Turquie; 2007-2011 pour la République de Corée; et 2008-2010 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Italie et le Mexique.

Note: Les données se rapportent à la distribution des revenus disponibles des ménages en espèces parmi la population, chaque personne se voyant attribuer le revenu du ménage dont elle fait partie, ajusté en fonction de la taille du ménage. Les coefficients de Gini sont fondés sur les revenus équivalents pour les pays de l'OCDE et sur les revenus par habitant pour toutes les économies émergentes, à l'exception de l'Inde et de l'Indonésie pour lesquelles on s'est fondé sur la consommation par habitant.

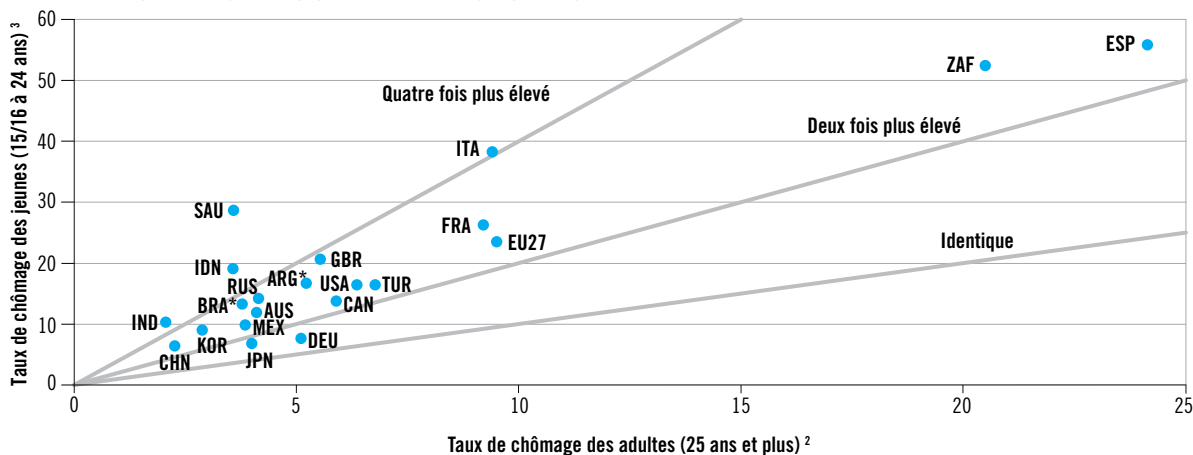
Sources: Calculs fondés sur la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (www.oecd.org/social/income-distribution-database.htm), la base de données OCDE-UE sur les économies émergentes, la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement et la base de données socio-économiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEDLAS et Banque mondiale).

Figure 11. Population active, variation annuelle moyenne en pourcentage, 2010-2020



Source: BIT, population active 1990-2020, estimations et prévisions, version actualisée en octobre 2011.

Figure 12. Taux de chômage des jeunes et des adultes dans les pays du G20
En pourcentage de la population active du groupe indiqué, 1^{er} trimestre de 2013¹



* Zones urbaines choisies pour l'Argentine et le Brésil.

¹ 2009-10 pour l'Inde; 2010 pour la Chine; 3^e trimestre de 2012 pour l'Indonésie; 4^e trimestre de 2012 pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie et la Turquie.

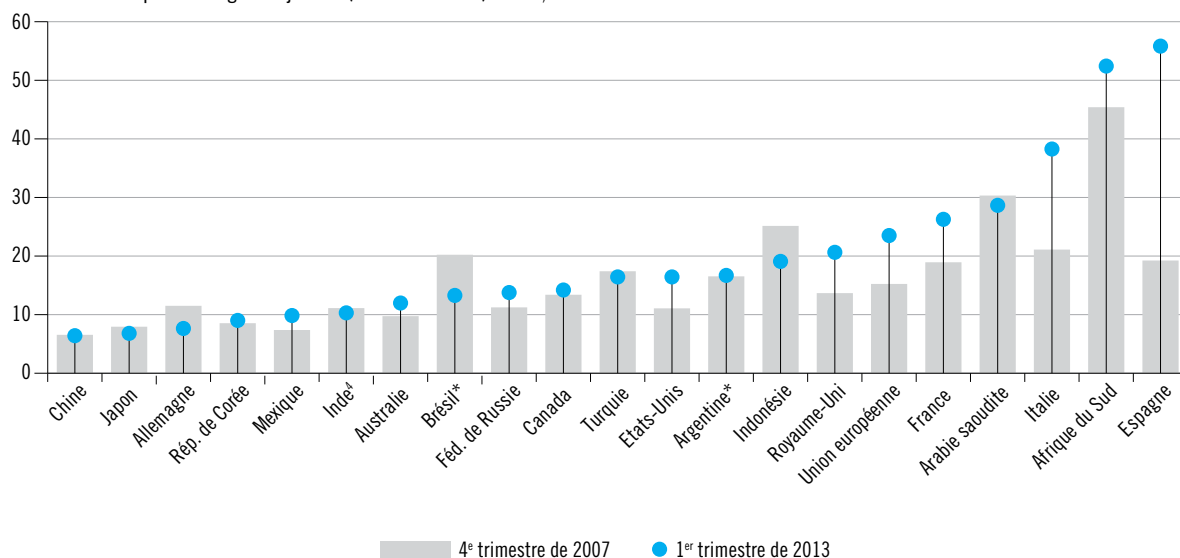
² Personnes de 25 à 72 ans pour la Fédération de Russie, de 25 à 74 ans pour les pays européens et de 25 à 64 ans pour l'Afrique du Sud.

³ Personnes de 16 à 24 ans pour la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis.

Note: Taux de chômage trimestriel harmonisé (corrige des variations saisonnières) pour tous les pays de l'OCDE, l'Afrique du Sud et le Brésil; taux de chômage fondé sur les enquêtes sur la population active (non corrigé des variations saisonnières) pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Indonésie et la Fédération de Russie; taux de chômage annuel pour la Chine et l'Inde. Pour l'Inde, nombre annuel estimé de personnes ou de jours-personnes (en millions) fondé sur la situation de l'activité hebdomadaire actuelle. ARG = Argentine; AUS = Australie; BRA = Brésil; CAN = Canada; CHN = Chine; DEU = Allemagne; ESP = Espagne; EU27 = UE 27; FRA = France; GBR = Royaume-Uni; IDN = Indonésie; IND = Inde; ITA = Italie; JPN = Japon; KOR = République de Corée; MEX = Mexique; RUS = Fédération de Russie; SAU = Arabie saoudite; TUR = Turquie; USA = Etats-Unis; ZAF = Afrique du Sud

Sources: Base de données de l'OCDE sur les statistiques du marché du travail à court terme, indicateurs à court terme du marché du travail du BIT, données fournies par les recensements pour la Chine et enquête nationale par sondage pour l'Inde.

Figure 13. Chômage des jeunes¹ depuis le début de la crise dans les pays du G20
En pourcentage des jeunes (15/16 à 24 ans) actifs, 4^e trimestre de 2007²-1^{er} trimestre de 2013³



Les pays sont classés par ordre ascendant du taux de chômage des jeunes au 1^{er} trimestre de 2013.

* Zones urbaines choisies.

¹ Personnes de 16 à 24 ans pour la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis.

² 2005 pour la Chine; 2007-08 pour l'Inde et 1^{er} trimestre de 2008 pour l'Afrique du Sud.

³ 2009-10 pour l'Inde; 2010 pour la Chine; 1^{er} trimestre de 2012 pour l'Indonésie; 4^e trimestre de 2012 pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et la Turquie.

⁴ Nombre annuel estimé de personnes ou de jours-personnes (en millions) fondé sur la situation de l'activité hebdomadaire actuelle.

Notes: Taux de chômage trimestriel harmonisé (corrigé des variations saisonnières) pour tous les pays de l'OCDE, l'Afrique du Sud et le Brésil; taux de chômage fondé sur les enquêtes sur la population active (non corrigé des variations saisonnières) pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Indonésie et la Fédération de Russie; taux de chômage annuel pour la Chine et l'Inde.

Sources: Base de données de l'OCDE sur les statistiques du marché du travail à court terme, indicateurs à court terme du marché du travail du BIT, données fournies par les recensements pour la Chine et enquête nationale par sondage pour l'Inde.

particulièrement grand (plus de 25 points de pourcentage) en Afrique du Sud, en Arabie saoudite, en Espagne et en Italie.

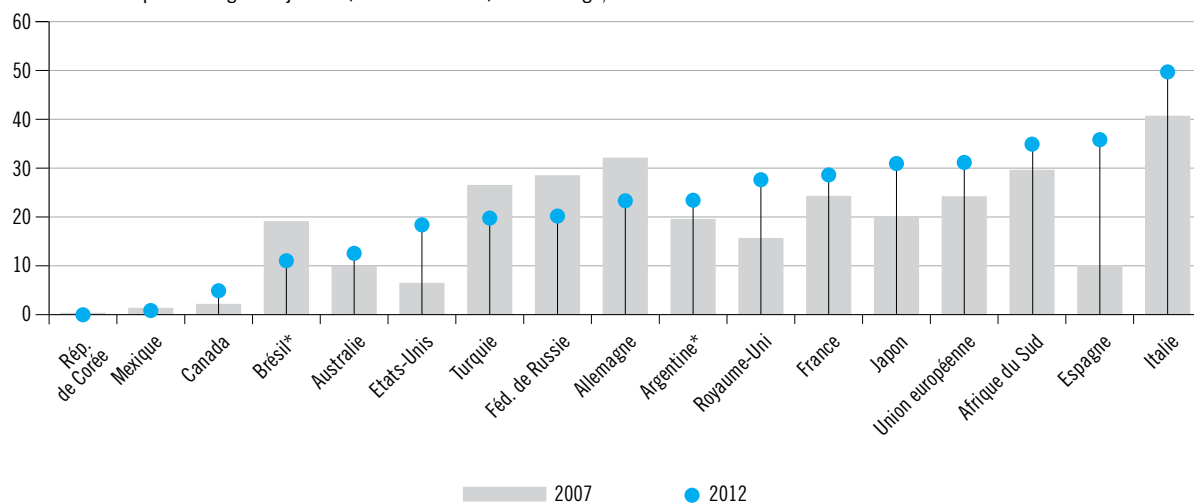
Par rapport à son niveau d'avant la crise, le taux de chômage des jeunes a augmenté dans douze pays, particulièrement en Espagne et en Italie, et est resté assez stable ailleurs, à l'exception de l'Allemagne, du Brésil et de l'Indonésie où il a nettement diminué (figure 13). Il s'est établi à 20 pour cent ou plus dans six pays, et à plus de 50 pour cent en Afrique du Sud et en Espagne.

La proportion de jeunes au chômage qui sont restés sans emploi pendant douze mois ou plus (ce qui correspond à un chômage de longue durée) est particulièrement préoccupante (figure 14). Cette proportion, qui atteint 23,3 pour cent en moyenne, augmente dans dix pays et diminue dans quatre pays.

Dans la majorité des pays, le taux d'emploi des jeunes a diminué depuis le début de la crise, ce qui s'explique dans certains cas par une pénurie d'emplois, mais aussi par une hausse tendancielle du taux d'inscription dans les établissements d'enseignement et de formation (figure 15).

Un indicateur qui tient compte du taux d'inscription scolaire est la proportion de jeunes qui ne travaillent pas ni ne suivent d'études ou de formation (appelée parfois «taux de NEET»). Cette proportion varie de moins de 10 pour cent dans quatre pays à plus de 25 pour cent dans trois pays (figure 16). Pour de nombreux jeunes, l'inactivité résulte du découragement et de la marginalisation, qui peuvent être la conséquence d'une accumulation de handicaps multiples tels que le manque de qualifications, les problèmes de santé ou la pauvreté et autres formes d'exclusion sociale.

Figure 14. Incidence du chômage de longue durée¹ chez les jeunes
En pourcentage des jeunes (15/16 à 24 ans²) au chômage, 2007-2012³



Les pays sont classés par ordre ascendant de l'incidence du chômage de longue durée chez les jeunes en 2012.

* Zones urbaines choisies.

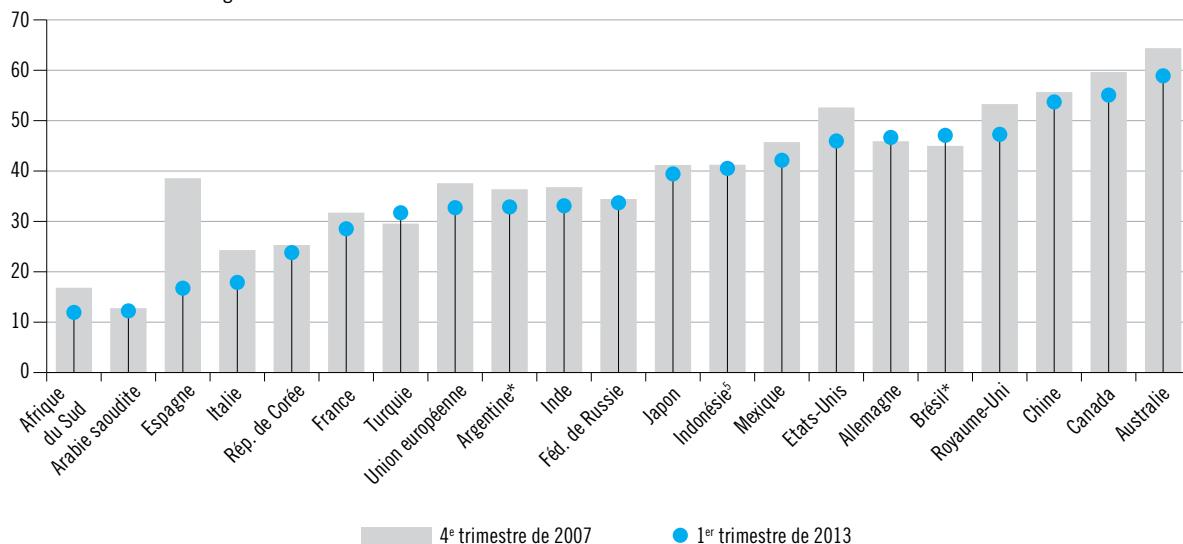
¹ Personnes au chômage depuis douze mois ou plus.

² Personnes de 16 à 24 ans pour l'Espagne et les Etats-Unis.

³ 2008-2012 pour l'Afrique du Sud et l'Argentine; 2007-2011 pour l'Australie.

Sources: Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active et enquêtes nationales sur la population active pour l'Argentine et le Brésil.

Figure 15. Emploi des jeunes¹ depuis le début de la crise dans les pays du G20
En pourcentage de la population âgée de 15/16 à 24 ans, 4^e trimestre de 2007² - 1^{er} trimestre de 2013³, données corrigées des variations saisonnières⁴



Les pays sont classés par ordre ascendant du taux d'emploi des jeunes au 1^{er} trimestre de 2013.

* Zones urbaines choisies.

¹ Personnes de 16 à 24 ans pour la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis.

² 2005 pour la Chine, 2007-08 pour l'Inde et 1^{er} trimestre de 2008 pour l'Afrique du Sud et l'Indonésie.

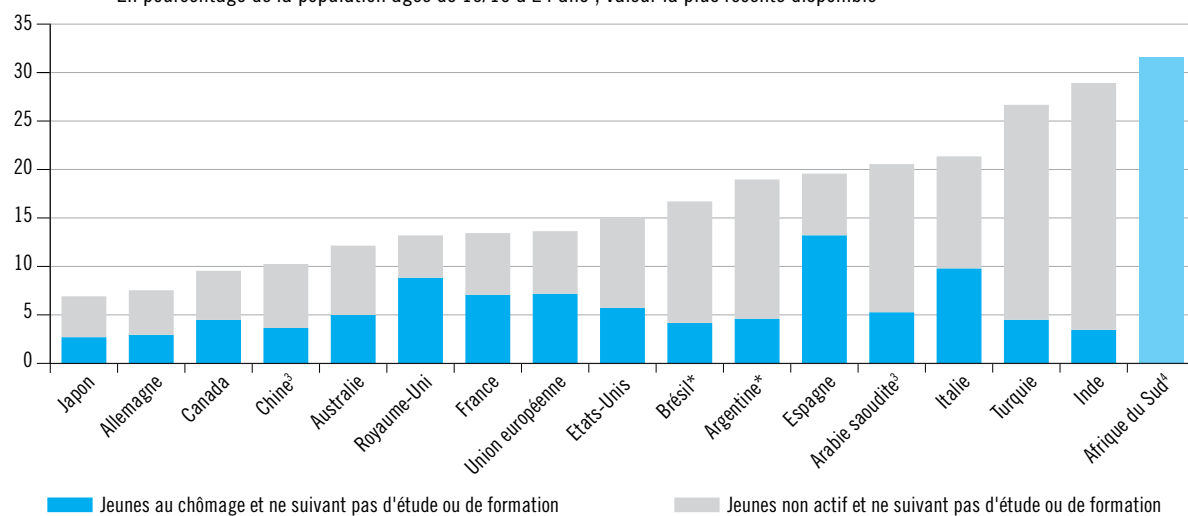
³ 2009-10 pour l'Inde; 2010 pour la Chine; 2012 pour l'Arabie saoudite et la Fédération de Russie (moyennes annuelles); 1^{er} trimestre de 2012 pour l'Indonésie; 4^e trimestre de 2012 pour l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, la France, l'Italie, le Mexique, le Royaume-Uni, la Turquie et l'Union européenne.

⁴ Données non corrigées des variations saisonnières pour l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Indonésie et la Fédération de Russie.

⁵ La population des jeunes a été évaluée selon les estimations de population de l'ONU.

Sources: Base de données de l'OCDE sur les statistiques du marché du travail à court terme, indicateurs à court terme du marché du travail du BIT et enquête nationale par sondage pour l'Inde.

Figure 16. Jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET)
En pourcentage de la population âgée de 15/16 à 24 ans¹, valeur la plus récente disponible²



Les pays sont classés par ordre ascendant de la proportion de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation.

* Zones urbaines choisies uniquement.

¹ Personnes de 16 à 24 ans pour la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis

² 4^e trimestre de 2012 pour tous les pays, à l'exception de 2009-10 pour l'Inde, 2010 pour la Chine, 4^e trimestre de 2011 pour l'Arabie saoudite, mars 2013 pour l'Australie et 1^{er} trimestre de 2013 pour le Canada et les Etats-Unis.

³ La proportion de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation peut inclure certaines personnes au chômage qui suivent des études.

⁴ Aucune ventilation par statut d'activité disponible.

Source: Estimations de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur la population active.

